CINQUANTE-SIXIÈME ANNÉE: — N° 259 Bureaux du Journal Rue Saint-Rome 46, Toulouse. MARDI 18 SEPTEMBRE 1860

Les Abonnements ne son reçus que pour *trois* mois, *six* mois ou un *an*, et ne commencent que du 1er ou du 16 de chaque mois.

Les lettres non affranchies ne sont pas reçues.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Toulouse (ville). .	40 fr.	21 fr.	11 fr.
Haute-Garonne et autres départements.	50 fr.	26 fr.	14 fr.

ÉTRANGER, suivant les conventions postales.

Imp. de BONNAL et GIBRAC, rue Saint-Rome, 46.

JOURNAL DE TOULOUSE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

ON S'ABONNE AU BUREAU DU JOURNA Rue Saint-Rome, 46 TOULOUSE

Et hors de Toulouse Chez les Libraires et Directeu des Messageries et Directeurs des Postes.

PRIX des INSERTIONS :

30 centimes la ligne d'Annonce.

50 centimes la ligne de Réclame.

Les ANNONCES ET AVIS se paient d'avan

Les ANNONCES et AVIS sont reçus à Paris, aux bureaux publicité de MM. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 3, LAFFITE BULLIER et Cᵉ, rue de la Banque, 20, et I. FONTAINE rue de Trévise, 22, seuls chargés de les recevoir pour Journal de Toulouse.

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES JOURS.

Toulouse, 18 septembre.

BOURSE DE TOULOUSE DU 17 SEPTEMBRE 1860.

Au comptant :

4 1/2 pour 100	95 » »
Obligations du Midi	295 » »
Obligations de Saragosse	258 75—260 » »
Obligations de Pampelune	256 25
Chemin d'Orléans	1385 75
Liquidation au 30 septembre :	
Chemins autrichiens	462 50

BOURSE DE PARIS DU 17 SEPTEMBRE 1860.

Au comptant :

Valeurs diverses.	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.
3 pour 100.	67 95	» 10	» » »
4 1/2 pour 100.	95 » »	» » »	» 20
Banque de France	2800 » »	» » »	» » »
A terme :			
3 pour 100. 1er cours	67 95	» 10	» » »
— Dernier cours	67 95	» 05	» » »
Crédit Mobilier	678 75	1 25	» » »
Chemins de fer.			
Orléans	1378 75	1 25	» » »
Nord	955 » »	» » »	» 75
Est	627 50	1 25	» » »
Lyon libéré	890 » »	3 75	» » »
Midi	495 » »	» » »	» » »
Ouest	584 25	» » »	» » »
Autrichiens	462 50	» » »	» » »
Obligations du midi	295 75	» » »	1 25
Oblig. de Saragosse	258 75	» » »	» » »
3 0/0 Espagnols	» » »	» » »	» » »

BOURSE DE LONDRES DU 17 SEPTEMBRE 1860.

Consolidés : Une heure.......... 93 3/8

Dépêche télégraphique électrique

PARTICULIÈRE.

Paris, 17 septembre.

Turin, 17 septembre.

Le général piémontais Cialdini a occupé les formidables positions de Tornodi, Iesi, Osimo et Castelfidaro, mettant ainsi une barrière entre la ville fortifiée d'Ancône et le général de Lamoricière qui voulait y envoyer des troupes.

La ville de Todi s'est insurgée, a chassé les gendarmes pontificaux et a constitué un gouvernement provisoire.

Autre dépêche.

Paris, 17 septembre

Le *Morning-Post* et le *Times* conseillent énergiquement à Garibaldi de ne pas attaquer les Français à Rome.

Beyrouth, 9 septembre.

Le muchir Ahmed, Osman-bey, Selim-Bey, et d'autres officiers ottomans ont été fusillés hier à Damas.

Mme la duchesse d'Albe, sœur de S. M. l'Impératrice Eugénie, est morte hier.

Autre dépêche.

Paris, mardi 18 septembre.

Le *Moniteur* publie la dépêche suivante :

Alger, 17 septembre, 9 heures du matin.

L'escadre impériale est en vue.

Le *Constitutionnel*, dans un article signé Grandguillot, s'élève contre le parti extrême qui, après avoir conseillé au Pape une politique sans concessions, lui conseille aujourd'hui une fuite sans honneur.

M. Grandguillot rappelle que nos troupes sont uniquement à Rome pour défendre la papauté; que cette occupation ne saurait, dans aucun cas, prendre un caractère politique. Il souhaite vivement que le Pape ne quitte pas Rome.

La première conséquence de la fuite du Pape serait l'évacuation de Rome, et nous emporterions, en partant, une grande inquiétude sur le sort de l'autorité temporelle du Pape.

La *Patrie* dit que Kossuth est attendu à Naples

Le même journal annonce que l'escadre, sous les ordres de l'amiral piémontais Persano, allant à Ancône, a doublé le cap Spartivento.

Autres dépêches.

Vienne, 16 septembre.

Le conseil de l'Empire, dans sa séance de samedi, a décidé que la Banque nationale serait rendue indépendante de l'Etat à l'expiration de son privilége; la réorganisation de la Banque aura lieu en dehors de toute influence du gouvernement.

La proposition de la commission pour les dettes de l'empire, de convertir le papier-monnaie en rente 5 0/0, a été repoussée, et le conseil a déclaré que toute augmentation des impôts directs était impraticable.

Madrid, 14 septembre.

La décision prise par l'Empereur Napoléon, relativement au Piémont, a produit ici une impression favorable.

Turin, le 15 septembre.

Les journaux italiens regrettent le rappel de l'ambassadeur français. *Il Diritto* dit : Nous devons nous resserrer autour du roi pour l'aider à sortir des difficultés actuelles. D'autres journaux parlent dans le même sens.

L'*Opinione* dit : L'Italie ne prétend pas que la responsabilité de la France lui serve de bouclier. Une large liberté d'action est nécessaire à notre gouvernement. Les Etats amis ne doivent pas pour cela être solidaires de la politique imposée au gouvernement par la condition intérieure de la péninsule.

CHRONIQUE LOCALE.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DES CHRÉTIENS DE SYRIE, OUVERTE A L'ARCHEVÊCHÉ.

(14e *Liste*).

Paroisse de Montréjeau (supplément), 3 fr. — Id. Gensac-Rieux, 28 fr. — Id. Montastruc, 60 fr. — Id. Bérat (supplément), 4 fr. 50. — La Société de Saint-Vincent-de-Paul (2e supplément), 12 fr. — M. le supérieur du Grand-Séminaire de Montauban, 140 fr. — Paroisse de Puysségur, 15 fr. — Id. de Cox (supplément), 1 fr. 50. — Id. de Lajalabertié (supplément), 9 fr. — Id. d'Aignes, 15 fr. — Id. de la Madeleine-Auterive (supplément), 5 francs. — Id. de Puydaniel, 10 fr. — Id. de Mauressac, 25 fr. — Les jeunes détenus de la colonie agricole de Saint-Orens, 15 fr. — Paroisse de Gauthier, 15 fr. — Anonyme, 10 fr. — Paroisse de Beauchalot, 17 fr. 20. — Id. de Saint-Médard, 25 fr. 60. — Id. de Villemur (supplément), 5 fr. — Id. de Boudigoux (supplément), 2 fr. — Id. de Caubiac, 8 fr. — Id. Poulat-Taillebourg, 30 fr. — Id. de Gibel, 40 fr. — Id. de Garin, 12 fr. — Id. de Cier, 12 fr. — Id. de Cazarilh, 15 fr. — Id. de Cirès, 8 fr. 75. — Id. de Bagnères-de-Luchon (supplément), 27 fr. 50. — Id. de Montoussin, 12 fr. — Un anonyme de M., 20 fr. — Paroisse de Drudas (supplément), 20 fr. — Id. de Caujac (supplément), 1 fr. — Id. de Boussens, 14 fr. — Anonyme, 10 fr. — Paroisse de Valentine, 30 fr. — Id. de Mons, 30 fr. — Anonyme, 2 fr. — Total de toutes les souscriptions, au 17 septembre 1860, 27,665 fr. 75 c.

M. Taillefer de Laportalière, récemment promu lieutenant-colonel, est classé au 12e d'artillerie-monté dont il sera détaché pour continuer à commander les batteries de réserve de l'expédition de Chine.

M. Richard (F.), chef d'escadron au 10e d'artillerie-monté, commandant l'artillerie à Saumur, est classé au 14e dont il sera détaché pour continuer ses fonctions actuelles à Saumur.

M. Faucompré, chef d'escadron au 10e d'artillerie, sous-inspecteur des forges de l'Est à Besançon, est classé à l'état-major particulier de l'artillerie pour continuer à remplir ses fonctions à Besançon.

M. Cru, chef d'escadron au 10e d'artillerie, adjoint à la raffinerie de salpêtre de Paris, est classé à l'état-major particulier de l'artillerie pour continuer à remplir ses fonctions actuelles à Paris.

M. Pellissier, chef d'escadron à l'état-major particulier de l'artillerie, inspecteur de la poudrerie de St-Chamas, est classé au 10e d'artillerie pour y faire le service.

M. Navailles, promu chef d'escadron d'artillerie, est classé au 10e.

M. Lostie de Kerhor, promu chef d'escadron d'artillerie, est classé au 10e.

M. Villebrun, nommé capitaine en premier, passe capitaine en résidence fixe pour continuer à occuper l'emploi d'adjoint au commandant de l'artillerie de Narbonne.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES.

De M. Bianchi. — Du 16 septembre.

Thermomètre centigrade. { Minimum : + 10°,8. Maximum : + 22°.

Baromètre.	Etat du ciel.	Vents.
9 h. du m., 0m,754	— Nuageux.	— N.-O.
5 h. du soir, 0m,755 4	— Beau.	— Calme.

Le baromètre monte, il est entre *variable* et *beau temps*.

Le temps est assez beau.

Du 17 septembre.

Thermomètre centigrade. { Minimum : + 11°,1. Maximum : + 24°,2.

Baromètre.	Etat du ciel.	Vents.
9 h. du m., 0m,751 3	— Nuageux.	— S.-E.
5 h. du soir, 0m,745 2	— Id.	— Id.

Le baromètre baisse, il est à *pluie* ou *vent*.

Le temps est sombre.

Du 18 septembre 1860, 6 heures 1/2 du matin

Température minimum + 15°.

Le baromètre monte.

Le vent est du N.-O.

Le temps est pluvieux.

Il a plu cette nuit.

Pour toute la chronique : A. Pujol

Un décret impérial nomme juge au tribunal de première instance de Condom (Gers), M. de Boubée de Lacouture, juge suppléant au siége de Périgueux, en remplacement de M. Escande, démissionnaire.

La *Gironde* raconte le fait suivant : Dimanche dernier, M. G..., armurier à Bordeaux, chassait dans les marais de la rive droite de la Garonne. Deux canards sauvages tombèrent sous son plomb. Il était heureux de sa chasse, lorsque vers quatre heures, au moment où il allait prendre passage sur le bateau à vapeur, il se vit à sa grande surprise entouré d'une foule de gens à la tête desquels étaient M. le maire et le garde champêtre de X... On lui réclame 4 francs pour les deux canards qui ornent son carnier.

— Hé! depuis quand, dit notre chasseur, faut-il payer le gibier que l'on tue? — Depuis, lui répond M. le maire, que ce gibier n'en est pas un ; vous avez tué deux canards sauvages, mais ces canards étaient des appeaux appartenant à un de mes administrés. Payez donc. — Je ne payerai pas ; que votre administré garde ses canards dans sa basse-cour et qu'il ne les laisse pas courir dans les marais; les chasseurs ne peuvent deviner si ce sont des appeaux égarés ou du gibier de bonne prise. — Ah ! pardon, lui répond M. le maire, les appeaux sont tous marqués sous la patte.

Vaincu par ce raisonnement lumineux, M. G... s'empresse de payer... pour ne pas manquer le bateau.

A l'avenir, les chasseurs qui fréquentent ces marais ne manqueront pas, avant de tirer les canards sauvages, de regarder le dessous des pattes de ces volatilles.

Lyon, 15 septembre.

La Cour de cassation vient de rejeter les pourvois de Thévenet, Germain et Bouvoi, condamnés par arrêt de la cour d'assises du Rhône, du 22 août 1860, les deux premiers à la peine de mort, le troisième aux travaux forcés à perpétuité, pour assassinats et vols.

(*Salut public.*)

On écrit du Puy, le 12 septembre :

La fête de l'inauguration de la statue de Notre-Dame de France a eu lieu aujourd'hui, au milieu d'un concours immense de population favorisée d'un beau ciel et d'un splendide soleil, malgré les lugubres appréhensions de la veille. Dès neuf heures du matin, la procession descendait de la cathédrale au bruit du canon et au son des cloches réunies. Toutes les paroisses du diocèse étaient représentées; elles ont défilé sur la place du Breuil, où elles se sont déployées en spirales pendant deux heures et demie. A onze heures et demie, le cortége arrivait sur la magnifique estrade où la messe et la bénédiction ont eu lieu.

Cette estrade portait les blasons des principales villes de France, ceux des quatre-vingt-neuf départements, ainsi que ceux des quatorze prélats qui ont assisté à cette cérémonie. Après l'Evangile, Mgr Donnet, archevêque de Bordeaux, a prononcé une allocution d'une voix majestueuse, que plus de vingt mille âmes réunies autour de l'estrade ont pu parfaitement comprendre. D'immenses acclamations de *Vive Notre-Dame de France* ! ont souvent interrompu le vénérable prédicateur. Enfin, la messe a continué, le *Te Deum* a été chanté, la bénédiction a été donnée, et le *Magnificat* entonné par la voix puissante de M. Fayolle, vicaire de la cathédrale, voix étonnante, qui semblait dominer toute la cérémonie et porter à la Sainte-Vierge tous les vœux de l'immense auditoire.

Chacun des prélats, parmi lesquels on comptait trois archevêques, un évêque capucin, ont donné la bénédiction; puis Mgr Morlhon, évêque du Puy, a fait son allo-

LES

SABOTIERS DE LA FORÊT NOIRE.

N° 26.

Suite. — (Voir le numéro du 17 septembre 1860).

Age heureux et plein de confiance, qui ne croit qu'au bien et ne soupçonne jamais le mensonge, qui passe si aisément du désespoir à l'espérance! tu connais seul ces palpitations de bonheur qui font pleurer et sourire à travers les larmes !

— A présent, ma Grettly bien-aimée, dit Fritz, je puis te dire adieu, car j'ai retrouvé ma force et mon courage, et je me sens capable d'affronter tous les dangers

— Tout à l'heure, je te disais : va-t-en, repartit Marguerite; à présent, je te dis : reste encore! laisse-moi te demander au moins pardon de mes injurieux soupçons. Il fallait, en vérité, que je fusse folle, n'est-ce pas, ami, pour croire si facilement à tous les bruits que ces méchantes gens se plaisent à répandre sur ton compte. Que j'ai dû te faire souffrir, pauvre Fritz!

— Bonne Grettly, tous mes chagrins sont oubliés.... un seul excepté pourtant. Je pense qu'il faut nous quitter, et je me demande si nous nous reverrons jamais.

— Pars le cœur plein d'espérance, ami. Une voix secrète me dit que nous nous reverrons bientôt.

— Puissent tes pressentiments ne pas te tromper, ma Grettly !

— Crois-moi, continua-t-elle, un jour viendra où assis l'un près de l'autre, ma main dans la tienne, nous nous rappellerons en souriant les cruelles angoisses que nous avons éprouvées et les larmes que nous avons versées.

— Que Dieu t'entende et t'exauce !

Tandis qu'ils causaient ainsi, les oiseaux abrités sous les grands arbres du jardin secouaient leurs ailes humides de rosée et commençaient à courir de branche en branche en gazouillant, comme pour saluer le soleil qui se levait pour eux.

— Déjà le jour ! dit Fritz. Que le temps passe rapidement auprès de toi, ma Grettly !

— Il faut partir, reprit-elle, je ne t'ai déjà retenu que trop longtemps. Adieu ! adieu !

— Me laisseras-tu partir sans me donner un gage d'amour... un souvenir ?

— Que veux-tu que je te donne, hélas !

— Quelque chose que je garderai toujours sur mon cœur, une bague, une fleur que je puisse baiser en m'endormant, et qui mêle ton image à mes rêves; qui, si je tombe un jour épuisé de faim ou de fatigue sur la poussière du chemin, ranime, comme un baume vivifiant, mes forces engourdies, qui soit enfin mon talisman à l'heure suprême du danger !

— Mon Dieu ! soupira Marguerite en tendant à Fritz ses petits doigts effilés, tu le vois, je n'ai pas une bague, mon père me les a toutes reprises. Je n'ai pas une fleur non plus ; depuis que tu m'as trouvée mourante dans la serre, ils en ont soigneusement fermé la porte à clé. Le seul gage d'amour que je puisse te donner, le voici !

Prenant alors entre ses deux mains la tête de Fritz, et l'attirant jusqu'à ses lèvres :

— Je t'aime ! murmura-t-elle dans un baiser.

Et se reculant doucement, elle se prit à contempler avec un bonheur indicible celui qu'elle appelait son frère.

— Grettly ! s'écria Fritz, quand tu attaches ainsi tes yeux sur les miens, je sens ton regard descendre jusqu'au fond de mon cœur et le faire bondir dans ma poitrine ! — Quand tu me dis ce mot : Je t'aime ! tout mon corps frémit ! — Quand ta main me touche elle me brûle ! — Et toi, Grettly, est-ce que tu n'éprouves rien de ces frissons intérieurs, de ces commotions soudaines et terribles qui vont porter le trouble jusque dans la raison?

— Non. Moi je suis heureuse, au contraire, répondit Marguerite avec une naïveté charmante.

Elle était en effet si pure et si chaste, elle avait tant de virginité dans le cœur qu'elle ne rougissait de rien, pas même de dire en face à Fritz: je t'aime ; pas même d'abandonner aux brûlants baisers de ce jeune homme sa joue dont le velouté délicat ressemblait au duvet d'une fleur.

— Ami, reprit Marguerite, je t'ai donné le gage que tu m'as demandé, et tu n'es pas parti. Songe que le jour vient à grands pas et que chaque minute de retard augmente les dangers qui te guettent.

— Tu as raison, et je vois bien que j'ai trop présumé de mes forces. Au moment de me séparer de toi je sens que le courage me manque. J'en aurais pour mourir là à tes yeux, et je n'en ai pas pour te quitter. Que j'envie le bonheur de ton père et celui de dame Catherine ! ils te verront à toute heure du jour, ils entendront le doux son de ta voix, et moi je ne te verrai plus, je ne t'entendrai plus. Oui, je suis jaloux de Burck, à qui tu prodigueras tes caresses, de cette herbe que tu fouleras aux pieds, de l'air que tu viendras respirer sous ce berceau, jaloux de ton ombre qui te suivra pas à pas, tandis que chacun de ceux que je vais faire m'éloignera de toi pour toujours, peut-être.

— Fritz, interrompit Marguerite, qui voyait avec anxiété le soleil dorer la cime des hauts arbres, rester une seconde de plus ici c'est jouer follement ta vie, c'est vouloir tenter Dieu.

Et lui jetant ses bras autour du cou :

— Pars, murmura-t-elle, pars en emportant mon cœur et mon âme tout entière que je te donne dans ce dernier baiser.

— Si tu me renvoies avec tant de caresses et de si douces paroles je n'aurai jamais la force de me séparer de toi. Tu vois, je veux m'éloigner, et un charme irrésistible me retient ici malgré moi. Tout ne semble-t-il pas conspirer contre ma volonté chancelante? Tout, jusqu'à tes regards qui m'énivrent, jusqu'à tes bras qui m'enchaînent.

— Allons! dit Marguerite devenue tout à coup sérieuse. J'aurai la force et la résignation qui te manquent. Puisqu'il faut que l'un des deux quitte l'autre, c'est moi qui partirai la première.

Et s'arrachant des bras de Fritz :

— Adieu! adieu! lui dit-elle en s'enfuyant du côté de la maison.

Au même instant, trois coups retentirent à la porte qui donnait sur la place.

Marguerite s'arrêta dans sa course, immobile et pâle comme une statue de pierre.

Burck se mit à gronder sourdement.

Fritz s'était élancé vers le fond du jardin, et s'aidait d'un treillage où s'enlaçait la vigne; il commençait à escalader la muraille, lorsque le chien que, dans sa précipitation, il avait oublié de caresser, courut à lui, se dressa sur ses grandes pattes, et saisissant entre ses crocs aigus le pantalon de toile de son maître, il se mit à le tirer avec tant de violentes secousses que le treillage vermoulu se brisa.

Fou de colère, Fritz ouvrit son couteau, et saisissant par son collier Burck qui bondissait joyeusement à ses côtés et cherchait à lui lécher les mains, il allait égorger la pauvre bête, lorsque Marguerite se jeta au-devant du coup.

— Oh ! par pitié, Fritz, s'écria-t-elle, ne tue pas ce fidèle serviteur que j'aime, parce que c'est toi qui me l'as donné. Et puis qui sait, mon Dieu ! si en s'accrochant ainsi à toi, il n'a pas voulu te faire comprendre qu'il y a, de l'autre côté de ce mur, des hommes embusqués qui t'attendent au passage?

On entendit de nouveau frapper à la porte.

— Il faut ouvrir, Grettly, dit Fritz d'une voix calme et

cution, après laquelle a eu lieu le retour à la cathédrale, au milieu d'un concours immense d'une population venue de toutes les parties du diocèse. Tout le parcours était garni d'oriflammes, de drapeaux, d'arcs de triomphe, enfin de ces mille travaux, fruits d'un enthousiasme pieux. A trois heures et demie, la procession était finie. La cérémonie entière avait duré six heures et demie.

Ce soir, illumination générale. Le rocher de Corneille, sur lequel est établie la statue colossale de Notre-Dame de France, sera, en partie, éclairé soit au gaz, soit avec d'énormes lampions de goudron. Si le temps continue à être favorable, nous aurons été témoins de la fête la plus extraordinaire qui ait eu lieu en France. La génération actuelle qui y a assisté, conservera longtemps la mémoire d'une cérémonie qui ne peut pas être complètement décrite.

On lit dans le *Courrier de Marseille* :

L'Empereur, en parcourant la rade de Marseille et se faisant rendre compte de la situation actuelle, sous le rapport de la défense de la sécurité des navires, a ordonné qu'on mît à l'étude la construction d'une digue qui créerait en avant de Marseille, une rade dont l'étendue dépasserait celle de Cherbourg. Cette rade aurait pour but tout ensemble de protéger au point de vue militaire, les innombrables richesses qui vont s'accumuler dans les établissements maritimes et commerciaux, et de donner un asile sûr, aux navires, à l'entrée ou à la sortie, pour le cas facile à prévoir, où les ports seraient encombrés.

Italie.

Turin, 13 septembre.

Voici quelques nouvelles positives que je suis en mesure de vous transmettre.

Le général Klapka, qui se trouve ici avec M. Teleki et plusieurs autres notabilités hongroises, depuis quelque temps, a eu, ces derniers jours, trois longues conférences avec Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel.

M. de Gagarine, qui représente, à Turin, par intérim, la Cour de Russie, a fait prévenir, hier soir, tout le personnel de la légation, qu'on pourrait recevoir l'ordre immédiat de quitter notre capitale. En général, toute la diplomatie (je crois que les exceptions sont dans un nombre très minime) est unanime à voir de mauvais œil cette entreprise de notre gouvernement dans les Etats pontificaux, et, chose étrange ! sur ce point la diplomatie se trouve d'accord avec le parti républicain.

Les hommes les plus sensés de ce parti font valoir ce raisonnement, qui ne manque pas d'une certaine ingéniosité. Garibaldi, une fois maître de Naples, aurait eu un triomphe facile sur Lamoricière, en pénétrant de ce côté dans le territoire romain. L'invasion du général, qui est en quelque sorte *ex lege*, et qui, certainement, n'a aucun souci à prendre de la diplomatie, ni des rapports internationaux, pouvait très bien ne pas entraîner plus de complications que son invasion de la Sicile n'en a entraîné jusqu'à ce jour.

En tout cas, si l'Autriche avait cru à sa convenance de descendre dans l'arène et de combattre le dictateur, nous serions accourus au secours de ce dernier, sans nous donner l'air de provocateurs. Maintenant, au contraire, les choses changent complètement. Aux yeux de la diplomatie, c'est M. de Cavour qui a provoqué, qui a rompu avec tous les préceptes du droit international, et si l'Autriche juge à propos de nous attaquer, elle aura peut-être le beau rôle vis-à-vis des principaux cabinets de l'Europe.

(*Salut public.*) Biancki.

Turin, 14 septembre.

Le rappel de M. de Talleyrand a causé une pénible impression, d'autant plus qu'on l'a appris au moment même où son retour était attendu avec anxiété. Néanmoins, je crois, à l'heure qu'il est, que le gouvernement ne reculera plus, quelles que puissent être les conséquences de sa politique hasardée.

Je vous disais hier qu'il n'y avait guère plus d'illusions sur une prochaine lutte avec l'Autriche, lutte à laquelle, malgré tout le bon vouloir de notre gouvernement, nous aurait poussés inexorablement Garibaldi. Je ne croyais pas que les faits seraient venus si rapidement appuyer mes appréciations.

Le courrier de Naples nous rapporte deux documents d'une haute importance et qui prouvent combien j'avais raison. L'un de ces documents est une lettre de Garibaldi au peuple de Palerme, dans laquelle il s'exprime nettement et énergiquement contre l'annexion qu'il promet cependant de « proclamer bientôt, mais au sommet du Quirinal, » quand l'Italie *pourra voir tous ses enfants réunis*, etc.

L'autre est une proclamation à l'armée napolitaine, dans laquelle il est dit qu'il faut combattre au plus tôt au nord de la Péninsule, et qui se termine avec ces mots caractéristiques : « Je ne vous promets qu'une chose, c'est de vous faire combattre. »

On sent dans ces deux documents le souffle mazzinien. En effet, Garibaldi a de nouveau à ses côtés ses mauvais génies Bertani et Crispi. Bertani a été nommé par lui colonel et secrétaire de la dictature, ce qui lui donne une supériorité de fait et de droit sur tous les ministres. Crispi n'a rien été nommé jusqu'ici, mais l'accueil le plus cordial ne lui a pas manqué. Le parti modéré est au désespoir. En Sicile, toutes ses tentatives de s'emparer du pouvoir ont échoué.

Les généraux Cialdini et Fanti continuent leur marche victorieuse dans l'Ombrie et les Marches ; à chaque instant la nouvelle d'un succès arrive ; les prisonniers de guerre abondent. Les difficultés sérieuses commenceront devant Ancône ; mais cette place sera simultanément attaquée par terre et par mer. Une flottille est déjà partie pour cette destination ; le gouvernement pontifical n'a pas de forces maritimes à opposer. Tout laisse donc supposer que la lutte sera bien courte si aucune autre puissance ne s'en mêle.

Mgr Bella, le prisonnier de guerre du général Cialdini, est arrivé ce matin, et a été conduit à la préfecture de police. La presse démagogique a essayé d'exciter contre ce prélat la population ; mais, Dieu merci, notre population s'est abstenue de tous les excès qui aurait pu déshonordr notre ville et notre époque.

(*Consitutionnel*). L. Loniface.

Florence, 12 septembre.

La proclamation du roi Victor-Emmanuel a fourni l'occasion d'une manifestation publique qui a eu lieu hier soir. Les cris dominants étaient ceux de : vive Garibaldi ! Le nom de Victor-Emmanuel a été peu acclamé, ce qui a nui à l'enthousiasme, le public redoutant que cette manifestation ne fût l'œuvre du comité mazzinien.

Cependant la foule s'est arrêtée sous les fenêtres du palais Pitti, où elle a acclamé le prince de Carignan, qu'elle a obligé à se montrer deux fois sur le balcon. On remarque sur les physionomies un sentiment d'anxiété qui paraît provoqué par la détermination prise par Victor-Emmanuel vis-à-vis des Etats du saint-siége.

Personne ne doute, du reste, que le roi ait été entraîné à cette grave résolution par la crainte d'être devancé par le parti mazzinien qui s'agite de plus en plus, et s'il existait quelques doutes à cet égard, la proclamation du général Fanti au corps d'occupation qu'il commande suffirait pour les dissiper, car il termine ainsi : « Il faut que l'Europe sache que l'Italie n'est plus la proie et le triomphe du plus audacieux et du plus fortuné aventurier ! »

Vous vous rappelez sans doute l'échauffourée du colonel Zambianchi, dans les Etats-Romains, au mois de mai dernier ; une action criminelle avait été intentée contre lui à la cour royale de Florence. Une sentence vient d'intervenir, qui absout le colonel Zambianchi, et qui est principalement motivée sur ce fait qu'il agissait de concert avec le gouvernement du roi. Cette sentence, rendue au moment où les troupes piémontaises entraient dans les Etats du Pape, a produit une certaine impression.

Le marquis de Gualtiero, qui a joué un rôle si important dans la république romaine, a quitté hier Florence, pour aller occuper le poste de commissaire extraordinaire du roi à Pérouse.

Le passage des troupes dirigées vers les frontières romaines continue nuit et jour ; les chemins de fer en sont encombrés. Des affiches annonçant les fournitures de vivres et d'habillement couvrent les rues ; enfin, le mouvement général qui a lieu indique des opérations militaires beaucoup plus importantes que celles auxquelles peut donner lieu un combat avec l'armée du Pape.

On croit généralement ici que le général Lamoricière se concentrera à Ancône ou à Rome ; et, dans ce dernier cas, quelle sera l'attitude de l'armée française d'occupation ? Je puis vous garantir qu'avant ces événements, le général Lamoricière, prévoyant des circonstances qui ne lui permettraient pas de résister, avait arrêté le plan de s'enfermer dans Ancône et d'y appeler le Saint-Père. Là, disait-il, je puis tenir pendant trois mois. Il est impossible que pendant ce temps les puissances catholiques n'avisent pas à un arrangement quelconque.

(*Patrie*). Pour extrait : A Tranchant.

Rome, 11 septembre.

La petite ville d'Urbino est aujourd'hui occupée par les volontaires de Garibaldi; c'est dans la matinée du 10 que ces derniers sont venus soulever la population et arborer le drapeau tricolore. Le capitaine de gendarmerie pontificale a bravement lutté et n'a cédé qu'après avoir perdu le plus grand nombre de ses hommes

Aucune résistance sérieuse n'avait été préparée par le général de Lamoricière pour les petites villes de la frontière napolitaine, qui ont ces derniers jours été soustraites au pouvoir du Saint-Père. Ces points avaient été laissés en dehors de la ligne de défense tracée par le général, et vous savez qu'il cherche à ne pas diviser son armée, afin de voir tout par lui-même et de diriger l'action.

On assure que le général, retenu au lit depuis plusieurs jours, n'ayant pu lui-même surveiller un mouvement ordonné aux troupes de la Cattolica, le chef placé provisoirement à la tête aurait, par ignorance, fait franchir la limite des Etats et qu'une prompte manœuvre de retraite a heureusement évité un combat que la rencontre des postes piémontais allait engager.

Des ordres venus de Terni, où se trouve en ce moment M. de Mérode, le pro-ministre des armes, ont fait partir de Rome, le 9 de ce mois, un détachement de garde palatine chargé d'escorter des pièces d'artillerie et des munitions jusqu'à Frossinone et Genzano. C'est la deuxième fois, depuis sa réorganisation, que la garde urbaine est appelée à ce genre de service, pour lequel on inscrit seulement ceux qui s'offrent volontairement.

Au retour, chaque soldat reçoit une médaille en argent.

Les cardinaux réunis ce matin en consistoire ont demandé le licenciement de l'armée pontificale, appuyant leur proposition sur l'état des finances et sur l'impuissance de cette armée dont le général de Lamoricière pensait obtenir un résultat favorable qu'avec l'appui de l'Autriche et l'aide de l'armée napolitaine.

(*Pays.*) J. Baraton.

L'*Iride*, de Naples, nous apporte la proclamation suivante de Garibaldi :

« Napolitains,

» Si vous ne dédaignez pas Garibaldi pour compagnon d'armes, suivez-le. Sa seule ambition est de combattre à votre côté les ennemis de la patrie.

» Trêve donc à nos discordes, cause des malheurs séculaires de notre pays.

» L'Italie, foulant aux pieds les tronçons de ses chaînes, nous montre la voie de l'honneur, au nord, contre le dernier repaire des tyrans.

» Je ne vous promets rien autre que de vous faire combattre.

» Naples, le 9 septembre. G. Garibaldi. »

— La *Gazette officielle* de Turin publie l'ordre du jour suivant du général Fanti aux troupes, en date du 11, à Arezzo.

« Des bandes étrangères appelées de toutes les parties de l'Europe sur le sol de l'Ombrie et des Marches, y ont planté le drapeau menteur d'une religion qu'elles bafouent. Sans patrie et sans toit, elles provoquent et insultent les populations afin d'avoir un prétexte pour leur imposer leur joug.

» Un tel martyre doit cesser, et une telle insolence doit être réprimée, en portant le secours de nos armes à ces malheureux enfants de l'Italie, qui ont vainement espéré justice et affection de la part de leur gouvernement.

» Nous remplissons cette mission que nous confie le roi Victor-Emmanuel; et que l'Europe sache bien que l'Italie n'est plus à la merci ni à la discrétion de l'aventurier le plus audacieux ou le plus fortuné. »

— Nous trouvons dans les *Nationalités*, de Turin, la proclamation suivante :

« Habitants des Marches et de l'Ombrie,

» Voilà un an que tous ensemble nous protestons hautement contre le gouvernement du Pape ; cette protestation n'est point le rugissement d'un peuple qui confie ses droits à la raison des armes et dont le salut a été étouffé dans le sang.

» Ces temps qui se sont écoulés ont été tristes pour vous qui êtes demeurés sur le sol natal, mais aussi pour nous qui avons vécu, non sur la terre de l'Italie, mais sur la terre d'exil. Ces temps seront pour nous un souvenir douloureux. Des Alpes à l'Etna, le drapeau italien vous entoure de tous les côtés, et l'Italie libre vous tend une main fraternelle.

» Levez-vous donc, levez-vous ! et que le cri qui a été si longtemps étouffé dans votre poitrine retentisse aujourd'hui sur nos montagnes, dans vos vallées, et annonce à vos frères opprimés qu'une autre tyrannie est éteinte et tombée et que la résurrection d'un autre peuple va s'opérer. L'Europe a prononcé tardivement son jugement sur le pouvoir temporel des Papes, et la balance divine penche du côté des droits des peuples longtemps foulés aux pieds ; cessons d'être les ilotes de la Cour de Rome. Levez-vous !

» La haine et la fureur d'un peuple qui veut secouer les chaînes d'une servitude séculaire sont redoutables et irrésistibles, et vos armes, bénies par l'ange de la liberté, seront les ministres de votre sainte et nationale vengeance. Nous serons unis dans le combat. Dieu et le monde seront avec nous !

» Vive l'Italie ! vive Victor-Emmanuel !

» Des Romagnes, en septembre 1860.

» Les membres du comité ombro-marchien. »

— Voici la position des cinq corps d'armée du royaume d'Italie :

Le premier et le troisième forment la ligne du Pô depuis Plaisance jusqu'à Ferrare. Le second borde le Mincio et observe également l'Autriche. Tous les trois sont sous les ordres du général La Marmora.

Le quatrième et le cinquième forment l'armée d'opération, ayant à leur tête le général Fanti. Le quatrième, avec le général Cialdini, a pour mission de parcourir le littoral de l'Adriatique. Le cinquième, aux ordres du général della Rocca, se dirige dans la vallée du Tibre. Ces deux corps s'élèvent de 40 à 45,000 hommes.

(*Patrie.*) Chev Revelli.

— Voici, d'après la *Presse*, le compte que l'on fait actuellement de l'armée napolitaine :

Avec le mouvement, 60,380 hommes.

Avec le roi, entre Capoue et Gaëte :

Deux régiments de grenadiers,	4,674
Chasseurs de la garde,	2,337
Dix bataillons de chasseurs de ligne,	11,600
Deux régiments de hussards de la garde,	1,300
Trois régiments de dragons,	2,250
Quatre batteries d'artillerie,	1,100
J. Mahias. Total d'hommes,	23,461

— On lit dans le *Journal de Rome* du 11 :

Quelques journaux répètent une nouvelle donnée par les fauteurs de la révolution, qui attribuent aux conservateurs de l'ordre leurs propres intentions. Un ordre du général Lamoricière, disent-ils, prescrit douze heures de pillage dans la ville qui, la première, osera s'insurger. Qui osera s'insurger sera puni, et l'insurrection sera réprimée. Mais le mot et l'ordre de pillage sont dans le vocabulaire seul de ceux qui, aujourd'hui veulent refaire l'Italie.

Entre les mille calomnies qui s'impriment contre Rome et son gouvernement, nous nous bornons à démentir celle-ci, déclarant en même temps que la rage infernale contre Rome est arrivée à une énormité nauséabonde chez les hommes qui visent à la destruction, en Italie, de tout sentiment de religion, d'honnêteté et de justice.

Syrie.

D'après les plus récentes nouvelles, les commissaires européens qui vont se trouver réunis à Beyrouth se proposeraient d'ouvrir une enquête pour rechercher les causes des massacres de Damas, et pour en découvrir les véritables fauteurs. On comprend qu'une semblable enquête doit avoir, par les faits qu'elle révélerait, une influence considérable sur l'adoption des mesures à prendre par les puissances pour la réorganisation de cette malheureuse contrée.

Toutefois, Fuad pacha s'opposerait, dit-on, à l'action que les commissaires européens voudraient exercer dans ce sens ; ce serait, d'après ce fonctionnaire, porter atteinte aux droits souverains du Sultan, ce serait s'immiscer dans les rapports entre Abdul-Medjid et ses sujets.

Nous ne pouvons croire que Fuad pacha soutienne sérieusement une telle prétention et qu'il en appelle à la souveraineté de la Porte au sein même des populations où les autorités turques ont été impuissantes à prévenir les horribles scènes qui ont ensanglanté le Liban, quand elles n'ont pas elles-mêmes, comme à Deïr-el-Kamar, par exemple, livré sans défense à leurs bourreaux les chrétiens qu'elles avaient désarmés.

(*Patrie.*) E. Simon.

— Le *Daily News* a reçu une correspondance de Beyrouth datée du 31 août. Au moment où cette lettre a été écrite, les chrétiens, rassurés par l'attitude énergique de Fuad-Pacha et par l'arrivée de nos troupes, rentraient en foule dans leurs foyers. Le général de Beaufort-d'Hautpoul allait partir pour Damas, où il devait être bientôt suivi par une partie du corps expéditionnaire français.

Nos soldats, qui étaient d'abord pour les musulmans un sujet d'effroi et de colère, sont surtout maintenant pour eux un sujet de curiosité. Le Français hors de son pays devient vite l'ami de tout le monde. Les Turcs de Syrie ne se lassent point d'admirer l'escadron de spahis, où ils voient ces officiers musulmans fidèles donner des ordres à des soldats infidèles, qui les exécutent sans murmurer, et des soldats du prophète obéir de leur côté sans répugnance à des caporaux chrétiens. Si après avoir admiré ce phénomène, les Turcs parvenaient à l'imiter, ils auraient trouvé le secret qui peut encore les sauver d'une ruine imminente et rencontré presqu'aux portes de la mort un élixir de longue vie.

(*Journal des Débats.*) J.-J. Weiss.

---

résignée. La fuite est maintenant impossible, j'ai trop tardé, je suis perdu.

— Perdu ! répéta Marguerite, pas encore, car je puis te sauver. Viens !

XVI.

LA CHAMBRE DE MARGUERITE.

La digne ménagère, qui était loin de se douter que Fritz fût caché dans la maison, ouvrit bravement son guichet.

Elle aperçut des canons de fusil qui étincelaient aux premiers rayons du soleil levant.

— Ah ! encore une perquisition, s'écria-t-elle du ton revêche d'une femme que la pureté de sa conscience met à l'abri de tout reproche ; on s'imagine donc que la tour de maître Gaspard sert de refuge à tous les malfaiteurs de la forêt Noire.

Cependant elle avait tiré le verroux et fait entrer le bourgmestre et son escorte, qui se composait du père Kurthil et de quatre gendarmes.

Marguerite, aussi pâle qu'une morte, la main appuyée sur son cœur, se tenait, toute tremblante, derrière dame Catherine.

Elle eût été seule que, certes, son trouble l'eût trahie, mais la contenance ferme et hardie de sa compagne la sauva.

Le bourgmestre était un excellent homme, au visage rond et bourgeonné, et que sa rotondité majestueuse recommandait tout particulièrement au respect des habitants de Nordstetten. Il était marchand de bois et se nommait Joseph-Melchior Stauffer.

— Mademoiselle, dit-il en saluant d'un air important la jeune fille, veuillez me faire conduire sur-le-champ auprès de mon vieil ami Melzer.

— Auprès de mon père ! répondit Marguerite en attachant des regards inquiets sur dame Catherine ; mais c'est impossible, M. Stauffer ; il vient, après une nuit affreuse, de s'endormir tout à l'heure, n'est-ce pas, ma bonne ?

— Gretlly a raison, s'empressa de répondre la gouvernante, et je m'oppose personnellement à ce qu'on réveille mon maître, sous aucun prétexte. Si vous avez quelques renseignements à lui demander, respectable bourgmestre, adressez-vous à notre demoiselle ou à moi. C'est absolument comme si vous parliez au pauvre malade lui-même ! Sauf que le bonhomme est, à cette heure, incapable de vous entendre, tandis que nous sommes toutes deux prêtes à vous répondre ; n'est-ce pas, Gretly ?

— Sans doute, et si M. Joseph Stauffer...

— Melchior, ma chère enfant, je m'appelle Melchior, interrompit le magistrat, et, en ce moment, il serait même convenable de m'appeler monsieur le bourgmestre, car c'est en cette qualité que je me suis fait ouvrir votre logis ce matin.

Marguerite tressaillit.

— Eh bien ! si monsieur le bourgmestre avait la bonté de nous dire le motif de cette visite imprévue...

Melchior Stauffer essaya de donner à sa physionomie placide et même débonnaire une expression solennelle, qui contrastait avec ses grands yeux bleu faïence et son nez vermillonné.

— Voici le fait, demoiselle Marguerite. Cette nuit même un inconnu suspect s'est introduit dans votre jardin.

— Dans notre jardin ! s'écria la ménagère fort effrayée.

Le bourgmestre reprit, satisfait d'avoir produit une si vive impression :

— Jockel, votre voisin, est venu me prévenir que, vers une heure du matin, comme il allait chercher Hans Meyer, le maréchal, pour un de ses chevaux qui avait besoin d'être saigné sur-le-champ, il avait vu, de ses deux yeux, un homme escalader votre mur. Or, ce coureur de nuit pourrait fort bien être le brigand qui a incendié la métairie de votre père, je me suis donc levé en toute hâte, j'ai rassemblé mon monde et je suis venu en personne visiter votre maison.

— Merci de votre empressement à prévenir quelque malheur, cher monsieur Melchior, répondit la jeune fille d'une voix mal assurée; mais je crois bien que notre voisin s'est trompé, car nous avons été sur pied toute la nuit, et nous n'avons rien entendu.

— Il ne faut pas vous en fier à moi, mon enfant, observa dame Catherine ; je me souviens que je me suis assoupie pendant quelques heures, et il me semble, tandis que je rêvais, avoir entendu les chiens hurler...

Puis après un instant de réflexion :

— Jésus ! Maria ! continua-t-elle en se réfugiant au milieu des gendarmes, si Jockel avait dit vrai ! Au nom de votre saint patron, M. le bourgmestre, ne nous abandonnez pas avant d'avoir fouillé la maison de fond en comble !

Marguerite s'efforça de sourire.

— Je crois que nous nous alarmons à tort, Catherine. Burck est trop bon chien de garde pour qu'un rôdeur de nuit ait pu pénétrer impunément dans notre jardin.

— A moins d'être de ses amis, insinua perfidement le père Kurthil.

Marguerite feignit de ne pas comprendre et se tut.

Quant à la ménagère, elle n'avait pas, pour garder le silence, les même motifs que sa jeune maîtresse. Elle répliqua donc avec une vivacité aigre-douce :

— Le seul ami de Burck, c'est Fritz Wendel. Vous ne supposez pas, j'imagine, que s'il a fait le mauvais coup dont l'accusent les méchantes langues du pays, il ait eu l'impudence de venir chercher asile dans la maison de maître Gaspard, son ennemi. Cependant, puisque le voisin Jockel a vu un homme escalader la muraille, visitons le logis jusque dans ses moindres recoins, monsieur le bourgmestre.

— Rassurez-vous, Catherine, dit M. Melchior Stauffer, ce misérable ne saurait nous échapper. Afin de lui couper toute retraite, fermez prudemment cette porte, père Kurthil, et mettez-en la clef dans votre poche.

Puis s'adressant à ses hommes :

— Quant à vous autres, je vous autorise à faire feu, sans miséricorde, sur quiconque tenterait de s'enfuir en passant par-dessus les murs.

Les gendarmes armèrent aussitôt leurs fusils. Marguerite tressaillit de tout son corps.

— Bonne Catherine, tu as toutes les clefs de la maison, n'est-ce pas ? demanda-t-elle avec une émotion qu'elle eut peine à dissimuler aux yeux des assistants.

— Oui, Gretly, répondit la ménagère en agitant avec orgueil l'énorme trousseau de clefs pendu à sa ceinture.

— Eh bien ! continua la pauvre fille qui se sentait défaillir, accompagne M. le bourgmestre ; je retourne, moi, auprès de mon père, que nous avons laissé seul.

Elle salua M. Stauffer, et s'engagea dans l'étroit escalier qui conduisait au premier étage, en chancelant à chaque marche.

Dame Catherine se plaça en tête de l'escorte.

— Suivez-moi, et je vais diriger vos recherches, mes amis, dit-elle d'un air déterminé ; mais veillez bien à ce que je ne sois pas exposée à recevoir quelques mauvais coups.

— Guidez-nous sans crainte, brave femme, répliqua le bourgmestre. S'il vous advenait quelque malheur, vous seriez promptement vengée, c'est moi qui vous le jure.

Cette consolante promesse ne rassura que modérément la vaillante ménagère ; aussi, après avoir ouvert la porte du couloir qui conduisait au jardin, jugea-t-elle prudent de laisser passer en tête M. Melchior Stauffer et son escorte.

Emmanuel Gonzalès.

(*La suite à demain*).

Chine.

Nos dernières nouvelles nous apprennent que les transports à vapeur le *Japon* et l'*European*, ayant à bord une partie des canonnières en fer destinées à opérer sur les fleuves, avaient mouillé le 19 devant Shanghaï. venant de Toulon. Ils devaient repartir le lendemain pour Tche-Fou, sur le golfe du Petchi-Li, où se trouvait le général Montauban. Trente-huit navires de guerre français étaient déjà rendus au mouillage de Tche-Fou, et l'attaque des ouvrages de Peï-ho par les forces combinées de France et d'Angleterre était fixée, dit-on, au 25 juillet.

Le troisième transport à vapeur, le *Weser*, se trouvait au Petchi-Li. Après avoir mis à terre les canonnières en fer qu'il avait à son bord, il devait repartir pour Suez afin de prendre un corps de 1,200 hommes envoyés de France au général de Montauban pour combler les vides de son armée. Ces troupes sont en ce moment dans le port d'Alexandrie, sur les deux frégates à vapeur l'*Ulloa* et l'*Eldorado*. D'après les derniers avis, le *Weser* était attendu à Suez vers le 20 septembre.

(*Patrie.*) A. Tranchant

Shang-Haï, 17 juillet.

Les rebelles ont maintenu leurs positions. L'état sanitaire des troupes alliées est bon ; les forts de Taku devaient être attaqués le 20 juillet.

Lord Elgin et le baron Gros étaient arrivés à Pecheli. Des étrangers ont visité les rebelles, qui les ont reçus avec courtoisie.

Au Japon, à la date du 20 juin, tout était tranquille.

— Le *Moniteur de l'Armée* nous donne des renseignements circonstanciés sur les positions qu'occupent les Chinois à l embouchure du Peï-ho et où ils paraissent vouloir faire une résistance énergique.

Indépendamment des forts de Tung-Hy, vulgairement appelés Takou, lisons-nous dans cette feuille, les Chinois ont élevé des batteries et des ouvrages avancés à Peh-Tanq-Ho, à Kai-ye-Tso et Chiang-Ho, sur la droite et sur la gauche du fleuve, en avant des anciens forts. Ces ouvrages sont tout nouveaux et semblent parfaitement armés. Ils devront être enlevés les premiers et avant les forts de Takou.

PARIS, 16 septembre.

(*Correspondance particulière.*)

Les journaux espagnols parlent d'une entrevue qui aurait lieu à Palma (Iles Baléares) entre la reine Isabelle et LL. MM. à leur retour d'Alger. Ce bruit ne paraît pas mériter confiance, aucun changement n'ayant eu lieu dans le programme officiel du voyage de Leurs Majestés.

La conclusion du différend genevois a été complétée par la destitution du commissaire de police de Genève, accusé de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour prévenir la manifestation contre les passagers français.

M. Liborio Romano, dit une lettre, sera nommé prodictateur pendant que Garibaldi attaquera le général de Lamoricière.

Les travaux en cours d'exécution dans la cathédrale de Saint-Denis sont poussés avec une grande activité. Les caveaux destinés aux sépultures de la famille impériale seront terminés au commencement de l'année prochaine, et le corps de Napoléon Ier et de son frère, l'ex-roi Jérôme, y seront déposés.

La *Gazette nationale de Vienne* annonce que, dans les premiers jours de ce mois, le cardinal Antonelli a fait demander au cabinet de Vienne jusqu'à quel point il pouvait compter sur l'appui matériel de l'Autriche, dans le cas où les Etats-Romains seraient attaqués. Le cabinet de Vienne aurait répondu que l'Autriche n'interviendrait pas tant qu'elle ne serait pas attaquée.

Cette version est confirmée par une lettre de Vienne qui assure que le comte Rechberg doit adresser, sous peu, aux représentants de l'Autriche à l'étranger, une dépêche-circulaire, dans laquelle il déclarera, que sans accepter purement et simplement le principe de la non-intervention, l'Autriche s'abstiendra de s'immiscer dans les affaires italiennes, tant que les possessions de la maison de Halsbourg ne seront pas attaquées.

On apprend du Mexique que Miramon a perdu une bataille et qu'il a été grièvement blessé.

On annonce que par suite de la réussite de la *Gloire* le nombre de nos frégates cuirassées va être porté à dix.

L'exécution des fortifications de Nice, décidées par l'Empereur pendant son séjour dans cette ville, va commencer immédiatement. Les officiers du génie chargés de ces travaux sont déjà désignés.

Un grand dîner a été donné le 11 au château de Schœnbrunn pour la fête de l'empereur de Russie. « On y remarquait, dit la *Gazette de Cologne*, outre le comte Balabine et tout le personnel de la légation russe, le grand-duc de Hesse, le comte Rechberg, tous les dignitaires de la Couronne, les aides de camp de Sa Majesté et plusieurs généraux. L'ambassadeur de Russie occupait la place d'honneur à côté de l'impératrice, qui portait le ruban de l'ordre de Sainte-Catherine. L'empereur porta un toast à la santé de l'empereur Alexandre, et en même temps la musique entonna l'hymne national russe.»

L'Angleterre soutient en ce moment une guerre contre les indigènes de sa colonie, la Nouvelle-Zélande. Ceux-ci se sont révoltés, ayant à leur tête un chef qui prend le titre de roi des Maoris. La cause de la révolte paraît être l'accaparement des terres par le gouvernement anglais. Plusieurs combats ont eu lieu. Le dernier, dont parlent des journaux arrivés aujourd'hui, remonte au 27 juin. Il s'est terminé par la défaite des Anglais, qui ont eu, sur 347 hommes, 29 tués et 33 blessés.

Pour extrait : A. Pujol.

On lit dans le *Constitutionnel* :

Le *Moniteur* constatait, hier, que les rapports de la France avec le Piémont venaient de se modifier profondément.

Cette attitude de la France était commandée par tous les précédents comme par tous les principes de sa politique. Elle était d'ailleurs la conséquence de toute sa conduite depuis plus d'un an. Après le traité de Villafranca, on s'en souvient, il y eut un premier désaccord entre Paris et Turin. Ce n'est pas nous qui l'avions provoqué ; au contraire, nous avions loyalement essayé de le prévenir par des conseils et par des efforts qui n'auraient pas dû être méconnus. Après comme avant la guerre, la politique française n'a pas varié dans le but qu'elle se proposait, et tout le monde peut en comprendre aujourd'hui l'admirable unité.

La France a le droit de le dire : c'est elle qui, devançant tous les amis et tous les flatteurs du lendemain, a appelé l'attention et la sollicitude de l'Europe sur la question italienne; c'est elle qui a proposé tout d'abord une solution pratique que l'on méconnaît mal-à-propos, et à laquelle pourtant il faudra bien revenir; c'est elle enfin qui, trois mois à l'avance, traça nettement la ligne de conduite dont elle ne devait pas dévier dans toute cette affaire.

Qu'on relise plutôt une brochure demeurée justement célèbre : *Napoléon III et l'Italie*. Que disaient ces quelques pages éloquentes ? que demandait au juste l'écrivain anonyme ? Rappelons-le encore puisque l'on paraît toujours l'oublier au-delà des monts.

« Ce n'était pas l'*unité absolue* que la brochure poursuivait en Italie, c'était l'*union fédérative*. Cette idée d'*union* se présentait à elle comme l'expression d'un besoin commun à tous les Etats italiens. » Et, à ce propos, elle rappelait qu'une pareille solution lui paraissait indiquée à la fois et par le génie historique de l'Italie, et par les traditions de la politique française, et même, qui le croirait? par les précédents de la diplomatie anglaise. De l'avis de lord Ponsonby, en effet, « le seul moyen de sauver la Péninsule était que l'Autriche déclarât qu'elle voulait contribuer de tout son pouvoir à la formation de la Confédération italienne sur les bases les plus nationales, à condition que cette Confédération reconnût sa stricte et permanente neutralité, et que l'*Europe sanctionnât*, à son tour, cette neutralité ainsi qu'elle l'avait fait pour la Suisse en 1815.»

Cette déclaration de l'Autriche, le vainqueur de Solférino l'obtenait à Villafranca. Les envahissements successifs de la maison de Hapsbourg étaient à tout jamais rendus impossibles, et la France recouvrait dans la Péninsule la part d'influence qui lui appartient.

A Milan, le roi Victor-Emmanuel entrait avec la souveraineté d'un maître et la gloire d'un libérateur; à Turin, la Sardaigne était dégagée de « ses embarras intérieurs et extérieurs » ; à Naples, le roi « condamné à régner jusque-là sous la protection de l'Autriche » était libre de reprendre son indépendance; à Florence, à Parme, à Modène, les ducs, redevenus princes italiens, promettaient de se réconcilier avec leurs peuples, car « de l'union des princes et des peuples dépendait le salut de la patrie commune. »

Enfin, l'Empereur François-Joseph abandonnait franchement la suprématie qu'il s'était acquise dans la Péninsule et reconnaissait le principe de la nationalité italienne en admettant un système fédératif. De plus, il proclamait, ainsi que la France, la nécessité de promptes réformes dans les Etats-Romains, et, à ce prix, s'engageait à favoriser la combinaison qui donnait au Pape « la présidence honoraire de la confédération nouvelle. »

La brochure n'avait demandé rien au-delà pour l'Italie. Le programme français venait donc d'être suivi de point en point : qui empêcha sa réalisation définitive ?

Ici, la plus grande réserve nous est imposée. Des fautes irréparables furent commises, sans doute, et par les anciens ducs, et par le Roi de Naples, et par la cour de Rome. Mais il serait inopportun de les rappeler aujourd'hui. Les ducs ont perdu la partie, François II s'achemine vers l'exil, et le gouvernement pontifical joue désormais, sur une seule chance, les restes de son pouvoir temporel.

Disons seulement, et disons-le avec regret, le Piémont, en ces circonstances délicates, n'apporta pas le concours désintéressé qu'on était en droit d'attendre de lui. Il ne se sentit point la force de repousser les chances heureuses que lui créaient ses anciens adversaires, et, renonçant à diriger les événements, il se laissa complaisamment entraîner par eux.

Ce fut d'abord tout profit. Parme, Modène, la Toscane, et, bientôt après, les Romagnes, coururent librement au devant d'une annexion que les hommes d'Etat les plus éclairés avaient estimée impossible. Il n'y eut qu'à étendre la main pour recueillir ces riches et puissantes dépouilles.

Les premiers embarras commencèrent avec les événements de la Sicile et de Naples. C'était trop à la fois. A partir de ce jour, le gouvernement du roi s'est vu débordé par les impatiences des unitaristes, et, menacé d'être distancé par eux, il s'est résolu à les prévenir.

Quant à la France, quelle devait être son attitude? Trop ferme pour se laisser entraîner, trop puissante pour se prévaloir de sa force, trop généreuse pour renier son œuvre, il lui appartenait de demeurer calme en présence de ces complications inattendues et d'attendre du bon sens et du patriotisme des Italiens qu'ils revinssent d'eux-mêmes à la solution pratique qui seule pouvait assurer le présent et réserver l'avenir.

C'est ce qu'a fait le gouvernement de l'Empereur, sans exagération comme sans faiblesse.

Lorsqu'il s'est agi d'annexer la Toscane, rien n'a été négligé par lui dans le but de convaincre le Piémont qu'il serait plus sage de respecter l'autonomie de cette province. Ses conseils n'ont pas été suivis; et c'est à partir de ce moment qu'on a pu constater un premier désaccord entre Paris et Turin.

Ce désaccord devint plus accusé le jour où le gouvernement royal ne recula pas devant l'annexion des Romagnes. La France, en cette occasion, tenta un dernier compromis, et chercha à sauvegarder, pour le moins, le principe de la souveraineté pontificale. Par la mauvaise volonté des uns et l'entraînement des autres, ses efforts échouèrent de nouveau.

Aujourd'hui, on va plus loin encore. Ce n'est plus la souveraineté du Saint-Siége sur une ou deux provinces, qui se trouve en question, c'est son indépendance temporelle qui finit par être menacée.

Là devaient s'arrêter toutes les concessions et le désaccord se changer en désaveu.

Il y a loin, sans doute, de ce désaveu à une rupture. Notre intérêt est toujours le même : il exige que le Piémont demeure le rempart inexpugnable de la Péninsule, et les accroissements légitimes qu'il doit à nos victoires communes et aux traités qui les ont consacrés, ne sauraient en aucun cas être compromis.

Mais notre honneur exigeait aussi que la France fût dégagée de toute solidarité dans de pareilles entreprises, car, selon la déclaration de la mémorable brochure, la France n'est point allée en Italie « seulement pour y dé-
» fendre une grande cause politique, mais pour y proté-
» ger une grande cause religieuse. »

A. Grandguillot.

— On lit dans la *Gazette de France* :

Pour le *Constitutionnel*, la question se trouve nettement posée : le Piémont peut annexer, piller, unifier, bouleverser ; il ne risque que de ne pas gagner un nouveau territoire : la Lombardie lui est assurée en tout cas. Ceci ferait comprendre ce qui a pu décider le Piémont à poursuivre ses aventures; et quand nous disons ses aventures, nous nous servons d'un mot impropre, car sa détermination est au contraire parfaitement calculée et ne peut présenter que des chances de profit.

« Le gouvernement pontifical joue désormais, sur une seule chance, *les restes de son pouvoir temporel.* » C'est-à-dire que si le général Lamoricière succombe dans la lutte disproportionnée qui lui est offerte, *le pouvoir temporel du Pape n'existera plus*; Pie IX, comme les premiers apôtres à l'époque des persécutions et des martyrs, devra chercher de ville en ville un refuge pour sa tête menacée. »

Peut-être cette nouvelle époque de lutte et de combats, dont le *Constitutionnel* nous présente la perspective, est-elle un bienfait pour l'avenir de l'Eglise. Il est évident, en tous cas, que les misères dont se trouve abreuvé Notre Père commun sont le fait de notre peu de foi, ou au moins d'une confiance trop aveugle dans les scrupules de la révolution.

On n'a pas assez compris que l'appel fait à toute la Catholicité par le Saint-Père était un appel suprême, une *dernière chance* pour sauver *les restes du pouvoir temporel*.

L'article du *Constitutionnel* prouve au reste que la question de la possession de Rome, comme nous le disions, ne fait plus illusion à personne : le Pape ne serait plus considéré comme *souverain indépendant* le jour où il en serait réduit à l'enceinte de cette ville occupée par nos troupes.

Maintenant, comment expliquer, après une déclaration aussi nette touchant les destinées du Saint-Siége et l'attitude prêtée au gouvernement, le passage suivant de l'article du *Constituttonnel* :

« La France a le droit de le dire : c'est elle qui, de-
» vançant tous les amis et tous les flatteurs du lende-
» main, a appelé l'attention et la sollicitude de l'Europe
» sur la question italienne., etc. »

D'un côté, on déclare que les gouvernements légitimes de la Péninsule sont tombés sans espoir de retour, que le gouvernement pontifical lui-même *joue* sur une seule chance ses restes de pouvoir temporel ; tandis que de l'autre côté on dit qu'*il faudra bien revenir* à la fédération italienne. Que signifie cela ? Le *Constitutionnel* veut-il faire entendre que la fédération est possible et doit s'accomplir, mais avec de *nouveaux* princes à la tête des Etats unifiés par la violence et la trahison ? Il ne faudrait pas répondre que ce ne soit pas là la pensée du *Constitutionnel* et qu'il n'espère que le moment pourra se produire où de nouvelles dynasties occuperont les trônes de Toscane, de Naples et des duchés.

(*Gazette de France*). G. Janicot.

— On lit dans le *Pays* :

.... Libre aux Italiens de rêver tel régime intérieur qu'il leur plaira, sauf à le faire agréer par l'Europe; mais l'intérêt du catholicisme et de la papauté, qui le représente et le résume, domine toute question qui ne se rapporte qu'au régime intérieur de la Péninsule. Rome est le siége traditionnel, respecté et saint du gouvernement de la Catholicité; aucune armée, républicaine ou royale, n'ôtera au Pape Rome et l'autorité temporelle nécessaire au libre exercice de l'autorité religieuse, tant que la France conservera son rang dans le monde.

La garnison française de Rome a donc été augmentée, afin de pourvoir à toutes les éventualités; et le ministre de France à Turin a été rappelé, moins pour faire connaître la politique de la France au Piémont, qui la connaît parfaitement, par toutes les représentations qui lui ont été adressées, que pour donner un gage public au droit des gens violé et à loyauté de l'Europe.

Tout bien pesé, quelque grave et regrettable que soit ce dernier incident des troubles intérieurs de l'Italie, il ne nous paraîtrait pas raisonnable d'en être effrayé outre mesure. Deux choses nous semblent devoir rassurer; la France défendra Rome et la Papauté envers et contre tous, cela est certain; et l'Europe ne peut pas tarder à intervenir dans les événements de la péninsule, pour en arrêter le désordre et pour en déterminer le résultat.

Les patriotes italiens et le Piémont ont pu agiter l'Italie; mais c'est en définitive la France et l'Europe qui la règleront. Après l'exaltation, après l'ambition, après l'utopie, viendront le bon sens et l'esprit de modération et de justice.

Il serait donc hors de propos de s'effrayer comme de s'irriter. L'ordre et le bon droit auront le dernier mot, en Italie et ailleurs. Le sort de la Péninsule ne dépend pas de ce que fera le général Garibaldi; la sécurité du pape ne dépend pas de ce que feront les troupes du Piémont ou les troupes du général de Lamoricière. Le sort de l'Italie et la sécurité du pape sont dans les mains de l'Europe et de la France. C'est dire que les hommes de bon sens peuvent se rassurer.

A. GRANIER DE CASSAGNAC,
Député au Corps législatif.

— La *Presse*, après avoir reproduit ce passage du Mémorandum piémontais : « Les troupes devront respec-
» ter scrupuleusement Rome et le territoire qui l'entoure,
» et concourir même, s'il en était besoin à préserver la
» résidence du Saint-Père de toute attaque et de toute
» menace,» ajoute :

Cette dernière déclaration, d'ailleurs parfaitement prévue, nous paraît de nature, à bien peu de choses près, à réconcilier le gouvernement piémontais avec le *Constitutionnel* et le *Pays*, qui n'ont guère étendu leur sollicitude au-delà des limites que Victor-Emmanuel s'engage à respecter. Mais d'autre part, elle ne cadre point avec la résolution officiellement proclamée par le général Garibaldi, de ne se point arrêter ni opérer l'annexion avant d'avoir proclamé l'unité italienne du haut du mont Quirinal.

Les journaux anglais se montrent à la fois favorables au mouvement et rassurés au sujet des rapports de l'Italie et de la France. Le *Morning-Chronicle*, dont l'opinion a ici quelque poids, ne s'effraie nullement du rappel de M. de Talleyrand :

« Victor-Emmanuel nous dit très distinctement ce qu'il a l'intention de faire et ce qu'il a l'intention d'éviter. Nous savons, par exemple, qu'il « respectera le chef de l'Eglise, » et, dans ce sens, sa politique est identique à celle de l'Empereur des Français, mais il a l'intention de débarrasser le territoire romain des « aventuriers étran-
» gers » qui infestent les provinces italiennes.

» Le départ du prince de Talleyrand de Turin est donc compatible avec une politique absolument identique entre la France et la Sardaigne. L'Empereur répète et fortifie les garanties qu'il a données au Pape, et, pour ainsi parler, se retire dans cette partie du territoire romain qu'il a antérieurement déclarée suffisante pour maintenir l'intégrité du pontife. »

Le télégraphe nous a fait connaître dès hier les conclusions assez analogues d'un important article du *Morning-Post*. Quant au *Times*, il pense que tout ira bien, pourvu que les Italiens aient la sagesse de ne point toucher prématurément à la Vénétie. A. Neffzer.

— La nouvelle du débarquement des troupes sardes à Naples est confirmée. La flotte napolitaine, mise sous les ordres du vice-amiral Persano, est partie pour Ancône avec les navires sardes en station dans le golfe de Naples, et elle doit être arrivée hier à destination. Telles sont les deux concessions faites par Garibaldi à M. de Cavour, il a consenti à recevoir des soldats et à donner des vaisseaux. Il ne paraît pas jusqu'à présent avoir consenti à rien de plus,

Nous n'avions que trop raison de garder quelque doute sur l'accord complet qu'on disait établi entre M. de Cavour et le dictateur, et de faire remarquer la contradiction que présentaient entre eux les actes de Garibaldi.

On connaît aujourd'hui le texte de la proclamation que ce dernier a adressée de Naples au peuple de Palerme. C'est bien au Quirinal seulement qu'il prétend arrêter sa course, et il ne se prononce pas avec moins de décision qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour contre l'annexion immédiate. Ses victoires mêmes redoublent sa colère contre le parti annexioniste, dont il accuse l'égoïsme et la lâcheté.

Aux soldats napolitains il montre en perspective l'affranchissement du nord de l'Italie, « dernier repaire des tyrans. » Voilà dans quelles dispositions le trouvera Crispi, qui a quitté Palerme pour se rendre auprès de lui. Si Crispi, que les journaux de M. de Cavour recommencent à appeler le mauvais génie de Garibaldi, veut nouer à Naples de nouvelles intrigues anti-annexionniste, quel auxiliaire actif et puissant n'est-il point sûr de rencontrer dans Bertani, qui vient de recevoir du dictateur le grade de colonel et d'être élevé au titre de secrétaire général de la dictature ! Il est vrai que les ministres de Garibaldi et M. Liborio Romano à leur tête, passent pour tout dévoués à M. de Cavour.

(*Journal des Débats.*) J. J. Weiss.

— On lit dans le *Moniteur de l'Armée* :

Les troupes françaises à Rome et à Civita-Vecchia reprennent la dénomination de *division d'occupation d'Italie*.

Cette division est ainsi composée :

M. le général comte de Goyon, commandant.

1re brigade. — Général de Noué.

25e régiment d'infanterie. — Colonel Floyd.

40e régiment d'infanterie. — Colonel Peyssard.

20e bataillon de chasseurs à pied. — Commandant Lepage des Longchamps.

2e brigade. — Général Ridouel.

7e régiment d'infanterie. — Colonel de Maussion.

62e régiment d'infanterie. — Colonel Aymard.

CAVALERIE. — Demi-escadron du 4e régiment de hussards.

ARTILLERIE. — 4e et 7e batteries du 16e régiment d'artillerie — monté; 4e compagnie du 4e escadron du train d'artillerie; 4e compagnie d'ouvriers d'artillerie.

GÉNIE. — 5e compagnie du 2e bataillon du 2e régiment du génie.

Le 7e régiment d'infanterie, le demi-escadron de hussards et la 7e batterie du 16e régiment d'artillerie doivent s'embarquer à Toulon, pour Civita-Vecchia. — Baudouin.

THÉATRES.

Bulletin dramatique. — Les bonnes choses ne sauraient être assez redites : voilà pourquoi nous parlerons encore du talent de Bardou. Son trop court séjour à Toulouse a ramené au théâtre cette heureuse et franche gaîté, qui tend à disparaître avec le répertoire ancien, et qui est essentiellement le don de nos bons aïeux et l'apanage des bons artistes.

Voyez Bardou : sa présence seule ne suffit-elle pas pour exciter votre joyeuse humeur? il se montre, sourit, et vous voilà déjà rallié à sa cause. On ne peut se lasser d'étudier la physionomie mobile et intelligente de Bardou; il y a dans tel de ses regards ou de ses gestes plus de comique véritable que dans toutes les grimaces et les contorsions de maints acteurs, que nous pourrions citer. Un bon comédien dédaigne toujours les pasquinades et les effets burlesques : il veut faire rire sans doute, mais par des moyens naturels, et qui n'ont rien d'apprêté ; il faut que le spectateur soit entraîné, sans efforts, par un simple geste, un jeu de physionomie, un mot plaisant. C'est là du reste le privilége du talent, et spécialement celui de Bardou.

Nous ne connaissons pas de rôle plus franchement rendu que celui de ce *bourgeois* intelligent, finaud et intéressé des *Deux Filles à Marier*, ou bien encore cet autre rôle des *Petites Misères*, où Bardou excelle.

Nous le répétons, ce qui fait surtout le mérite de Bardou, c'est un jeu spirituel et de bon goût, une physionomie changeante à volonté et toujours comique, un entrain merveilleux que l'âge et les pénibles labeurs de l'artiste n'ont pas amoindri. Bardou, on le sait, a fait ses premières armes, et un peu aussi sa réputation, à Toulouse. Aujourd'hui que cette réputation a été consacrée par les plus beaux et les plus légitimes succès, nous voudrions voir l'excellent artiste des *Variétés* et du *Vaudeville* revenir définitivement vers le théâtre, où il a cueilli ses plus jeunes couronnes, celles qui rappellent les plus douces émotions.

Une très jolie pièce de l'ancien répertoire, l'*Ami Grandet*, par M. Ancelot, de l'Académie Française, a été jouée, pour la première fois, à Toulouse. M. Bardou était chargé du rôle principal, et son talent s'est révélé d'une façon complète. Mlle Marie Leroux, qui remplissait le rôle de la comtesse, a partagé avec Bardou les honneurs du rappel. Du reste, la pièce a été bien jouée.

Notre but, en tenant nos lecteurs au courant des nouvelles dramatiques, n'est pas seulement de leur dire que telle pièce a été jouée avec plus ou moins de succès, que tel acteur a du talent, tandis que tel autre (ce qui arrive maintes fois) n'en a pas ; mais encore de recueillir ce qui se dit ou s'imprime de remarquable sur le théâtre et l'art dramatique en général. Notre choix, on le comprend, doit être nécessairement borné, et nous choisissons de préférence ce qui peut exercer une influence décisive sur les tendances, le goût de notre époque, qui a bon besoin de s'épurer au contact des saines et délicates inspirations.

A ce titre, nous ne saurions mieux citer que les fragments suivants, extraits d'une *Préface nouvelle* écrite par George Sand, et qui va paraître en tête de ses ouvrages dramatiques..... (1).

« La grande force et la seule vraie, c'est le talent. Tout le reste est factice, et le succès même ne prouve pas toujours, car s'il en est de légitimes, il en est aussi de scandaleux ; l'histoire est là pour l'attester.

» Si le talent est tantôt accueilli, tantôt repoussé au théâtre; si l'ineptie, aujourd'hui sifflée, le lendemain couronnée, y subit absolument les mêmes vicissitudes que le génie, peu importe, en vérité. De tous temps, le public des théâtres a été mobile, distrait, prévenu, impa-

(1) Le *Théâtre* de George Sand vient de paraître chez Michel Levy (collection Hetzel). Le volume contient : *François le Champi*, le *Démon du foyer*, *Maître Favilla*, et *Françoise*. Se trouve à Toulouse, à la librairie centrale, rue Saint-Rome, 46.

tient, glacé ou passionné au gré de mille circonstances fortuites qui n'ont rien de commun avec l'art, et qui ne l'empêchent pas de revenir, en temps et lieu, à des réparations éclatantes.

» Nous ne conseillerons donc jamais à personne de prendre le succès du moment pour une preuve absolue, et nous plaindrons toujours un écrivain qui sacrifie sa propre conviction à cette chance douteuse et fragile.

» Ceci posé, nous ne raisonnerons donc pas du théâtre au point de vue de ce qui plaît ou ne plaît pas à la foule, de ce qui tombe ou réussit, pour parler la langue des combattants. Nous nous placerons sur un terrain plus calme, et nous rappellerons le véritable but de l'art dramatique.........

» Chaque soir, une notable partie de la population civilisée des grandes villes consacre plusieurs heures à vivre dans la fiction. Chaque soir, un certain nombre de théâtres ouvre ses portes à quiconque éprouve le besoin d'oublier la vie réelle, et ce besoin est si général, que très souvent tous ces théâtres sont pleins. Cela existe depuis les temps les plus reculés, cela existera toujours. Jamais l'homme ne se passera du rêve; sa vie réelle, celle qu'il se fait à lui-même ne lui suffit pas. Il faut qu'il l'oublie et qu'il assiste à une sorte de vie impersonnelle, représentation d'un monde tragique ou bouffon qui l'arrache forcément à ses préoccupations individuelles.

» Ce besoin de spectacle, qui prouve moins le vide ou le loisir de l'existence que la soif d'illusions inhérentes à la vie humaine, peut cependant entraîner la société au plus dur scepticisme, de même qu'elle peut l'élever aux plus nobles inspirations. Tout dépend de la nature des fictions qui servent d'aliment à cet éternel et invincible besoin.

» Pour l'artiste sérieux, auteur ou acteur, qui consacre sa vie à la production de ces fictions, il y a donc bien loin d'un succès de mode et d'argent à un succès de raison et de sentiment. Pour lui, le succès n'existe pas s'il n'a produit que l'étonnement, et s'il n'a rien fait pénétrer dans les hautes régions de l'âme. Si Molière ne provoquait que le rire, il y a longtemps qu'il serait oublié, et il faudrait, aujourd'hui déjà, l'exhumer comme une curiosité littéraire passée de mode. Molière peint les caractères bien plus que les ridicules, et enseigne plus encore qu'il ne divertit. C'est pourquoi, après avoir lutté avec grand effort, et souvent à ses dépens, contre les bouffons italiens, il les a fait oublier pour s'emparer d'un immortel triomphe.

» Une grande erreur s'est glissée dans la moderne littérature dramatique; c'est le besoin d'attirer le public en vue de toute autre chose que de parler à ses bons instincts. Pour bon nombre d'auteurs, de comédiens et de directeurs de théâtres, il ne s'agit plus que de découvrir *la fibre du succès d'argent*. Cela se conçoit de reste et ne nous indigne pas autant que les gens qui ne connaissent pas la situation des choses derrière la rampe. L'auteur qui n'obtient pas le *succès d'argent* ne trouve plus que les portes fermées dans les directions de théâtre. Le comédien qui ne fait pas recette est bientôt *remercié*. Le directeur qui n'est pas payé de ses dépenses est ruiné et parfois déshonoré. Dans un temps d'activité extraordinaire, comme celui où nous vivons, il faut plus que jamais réussir : l'erreur n'est donc pas de vouloir réussir.

» Mais vouloir réussir sans méthode et sans conviction, c'est écrire sur le sable et bâtir sur le vent; c'est ce qui arrive aujourd'hui à nombre de théâtres que l'on qualifie d'heureux ou de malheureux, parce que la pensée qui les guide est complètement livrée au hasard, et que le hasard seul les vide ou les remplit.

» On s'est tellement habitué à ne plus compter sur la valeur des choses littéraires, qu'on entend dire à chaque instant aux gens de théâtre : ceci est bon, mais n'aura pas de succès. — Cela est stupide, mais réussira. — Ou bien encore, en parlant de situations impossibles ou de dénoûments absurdes : notre public aime ces choses-là. — Ou bien : c'est trop bien écrit; le public n'écoute pas ce qui est bien écrit. — Ou bien : ne faites pas de grands caractères, le public ne les comprend pas. — Ou bien : vos personnages sont trop honnêtes; le public les trouvera invraisemblables; faites des gens réels, très réels. — Le public veut voir sa propre image et traite de fantaisie les conceptions élevées. En cela beaucoup de critiques sont comme lui. — Ou bien : cherchez les *effets*. Le public veut des *effets*. Il ne tient pas à ce qu'ils soient amenés d'une façon logique, pourvu qu'elle lui semble ingénieuse, et avec lui tout l'art consiste à tirer d'une situation très tendue un effet très inattendu. Le public veut être surpris. Tout ce qui peut le persuader ou l'attendrir est épuisé. Donnez-lui du poivre, il ne sent même plus le goût du sel.

» Pauvre public! s'il entendait comme on le traite dans les conseils de la facture dramatique, il n'aurait pas assez de sifflets pour se venger.

» Et pourtant tout cela est faux. Le public n'aime pas ce qui l'étonne sans le convaincre; il ne hait pas ce qui est grand, il écoute ce qui est bon. Il aime même ce qui est beau. Seulement, il est public, c'est-à-dire qu'il est homme et qu'il se trompe en masse comme l'individu se trompe en détail.

» Ce public, si facile à duper, a ses jours de clairvoyance où il vous condamne rigoureusement. Le plus souvent, mal disposé aux exécutions brutales, et craignant de se tromper encore, il apporte au théâtre la froideur du dégoût et de la méfiance, ou bien il n'y vient pas du tout, ce qui est pire. Il peut fort bien être injuste à ses heures, il peut ne pas comprendre un chef-d'œuvre, mais il peut tout aussi bien le sentir et le proclamer, si son heure est venue. Avec lui, vos prévisions sont incessamment déjouées, car il est mobile, comme tout ce qui est gouverné par une impression immédiate, et quand vous prononcez qu'il n'aime pas ceci ou cela, quand vous vous vantez de le connaître, vous êtes sans cesse à la veille d'une déception, que vous tâchez d'expliquer après coup, mais que vous n'expliquez réellement pas; car on vous voit alors faire rudement la critique de ce que vous aviez jugé bon, ou porter aux nues ce dont vous aviez douté.

» Quel sera donc l'élément de certitude du succès? Prenez-en votre parti, il n'y en a pas. Une représentation théâtrale sera toujours un coup de dés, où la main tremble à celui qui les a pipés, mais où celui à qui sa conscience d'artiste ne reproche rien peut porter beaucoup de calme, et prévoir la mauvaise chance avec beaucoup de philosophie. Il y a là pourtant, nous le savons, danger de vie ou de mort pour le directeur aux abois, pour l'acteur contesté, pour l'auteur qui a rêvé la gloire et la fortune avec passion. Tous trois, sans doute, doivent trembler si leur caractère n'est pas à la hauteur du péril où leur ambition les a jetés. Mais le public se soucie fort peu de tous vos rêves ou de toutes vos craintes. Il se dit que si vous n'êtes pas brave, vous avez été fou de l'affronter. N'attendez pas mieux de ce maître caressé et flatté d'avance par vos concessions. Vous avez peut-être épié en imagination son sourire, convoité sa bienveillance, frémi devant la pensée de son sarcasme. Inutile, inutile! Il est là, et il ne fera que ce qui lui plaît..... »

On retrouve dans ces lignes la vigueur et l'éloquence qui rappellent les meilleurs jours de la carrière littéraire de Georges Sand.

P. S. *Les Pattes de mouche*, la comédie en 3 actes de M. Victorien Sardou, va décidément faire sa première apparition avant peu de jours. Indépendamment du mérite littéraire de l'ouvrage, il aura encore un attrait bien séduisant pour une foule d'habitués du théâtre. Nous voulons parler de la mise en scène, que notre nouveau directeur, M. Vachot, a organisé lui-même. On parle d'une *serre*, et d'un curieux cabinet d'antiquités et de chinoiseries, au 2e acte.

EUGÈNE LAPIERRE.

REVUE DES DEUX-MONDES.

Le numéro du 15 septembre 1860 de la *Revue des Deux-Mondes* contient les articles suivants :

I. — L'Angleterre et la vie anglaise. — L'Armée, les Volontaires et les Ecoles militaires. — I. — L'arsenal de Woolwich, par M. Alphonse Esquiros.
II. — Le marquis de Villemer (dernière partie), par M. George Sand.
III. — La Sculpture contemporaine en France. — Charles Simart, par M. Henri Delaborde.
IV. — Littérature anglaise. — Une Thèse sur le Mariage en deux Romans, par M. E.-D. Forgues.
V. — La Syrie et la Question d'Orient. — I. — Les affaires de Syrie, par M. Xavier Raymond.
VI. — La guerre du Maroc, Episode de l'Histoire contemporaine de l'Espagne, par M. Charles de Mazade.
VII. — Du Mouvement moral des Sociétés d'après les derniers résultats de la statistique, par M. A. Maury, de l'Institut.
VIII. — Chronique de la quinzaine : Histoire politique et littéraire.
IX. — Bulletin bibliographique.

La *Revue des Deux-Mondes* paraît le 1er et le 15 de chaque mois, par livraisons de 256 pages, et forme, tous les deux mois, un volume de 1,000 pages, outre l'*Annuaire historique*, second recueil ajouté à la *Revue* depuis 1850, et qu'on ne trouve que là.

BULLETIN COMMERCIAL.

Toulouse, 18 septembre.

Le marché de la Halle aux grains, du 17 septembre, a été approvisionné de 500 hectolitres blé, 80 hect. maïs et 150 hect. avoine. Il s'est vendu 485 hect. blé, 60 hect. maïs et 120 hect. avoine, aux prix suivants :

Blé fin, de.	18 50 à 19 50
Mitadin fin, de.	17 50 à 18 50
do ordinaire, de.	16 50 à 17 50
Maïs, de.	12 50 à 13 50
Avoine, de.	8 00 à 9 00
Farines, les 122 kil. 1/2 de. . . .	57 50 à 58 50
Orge, de.	9 75 à 00 00
Haricots, de...	22 00 à 23 00
Fèves, de.	10 75 à 00 00

Pézenas, 15 septembre.

Cours nul, 120 fr.
Cette, 114 fr.
Béziers, 120 fr.; octobre, 114 fr.
Novembre et décembre, 112 fr.
Quatre premiers, 110 fr.

Béziers, 14 septembre.

Les deux extrêmes tendent à se rapprocher; le 3|6 disponible baisse, le livrable auxgmente; l'un pèse, l'autre donne bon espoir.

Mercurial, 118 fr. pour 18 pièces; sur le soir, prémices à 116 fr. seulement.
Octobre, 114-113 fr.
Novembre et décembre, 110 fr., demandé.
Quatre premiers, 108 fr.
3|6 de marc, 74 fr., en livrable; nominaux.

Les achats en vins (mais par un petit nombre d'acheteurs, il est vrai) ont redoublé d'activité sur notre marché. Plusieurs parties importantes ont été traitées, sur souche, de 100 à 150 fr., toujours les 7 hectolitres. Il n'y a guère que dans notre arrondissement où les acheteurs puissent se pourvoir, par un achat, à un seul propriétaire, de quantités de 5 à 10 mille hectolitres.

Le temps toujours très favorable à la vigne; aujourd'hui, de l'humidité qui ne peut que favoriser le développement du fruit et la maturité, si toutefois il ne survient pas des pluies trop persistantes.

PUBLICATIONS DE MARIAGES

DU 16 SEPTEMBRE.

M. Félix Peyre, homme de peine, rue Maletache, 20, et Mlle Anne-Prosperine Sabatier, rue Mage, 8.

M. Jean Bermon, sellier, rue Saint-Jérôme, 34, et Mlle Noële-Françoise-Marie Bousquet, rue Vinaigre, 29.

M. Louis Azerm, capitaine retraité à Carcassonne, et Mlle Pauline-Françoise Azerm, place Saint-Barthélemy, 8.

M. Isidore-Raymond-Barthélemy Rouquié, boulanger, rue de la Chaine, 17, et Mlle Claire Serres, commune de de Pujaudran.

M. Jean Caubet, postillon, rue des Potiers, 4 bis, et Mlle Marie Candoulive, même rue, 4.

M. Louis Pailhès, bottier, rue Pargaminière, 54, et Mlle Marie-Françoise Labat, même rue, 49.

M. Alexandre Beaupuy, employé au chemin de fer du Midi, quartier des Trois-Cocus, et Mlle Pauline Lasserre-Dardiège, boulevard Saint-Pierre, 15.

M. Bernard Cazeneuve, menuisier en fauteuils, rue des Récollets, 18, et Mlle Jeanne-Marie Cucuron, couturière, même rue, 86.

M. Etienne Caussé, menuisier-ébéniste, rue de la Colombette, 30, et Mlle Jeanne-Thérèse Pinot, piqueuse de bottines, rue Arnaud-Vidal, 9.

M. Jean Jeunesse, cordier, avenue de la Patte-d'Oie, 17, et Mlle Angélique Dussaut, couturière, rue de l'Homme-Armé, 4.

M. Pascal Miquel, cordonnier, rue Traversière-Saint-Georges, 14, et Mlle Marie Rey, rue Héliot, 3.

M. Jean Marestan, peintre en voiture, à Séville (Espagne), et Mlle Marie-Carmen Segovia, même ville.

M. Jean Claverie, charron, et Mlle Jeanne-Marie Cazaubon, à Bonnefont.

M. Jean-Baptiste Karle, tisserand, place Dupuy, 9, et Mlle Marie-Adélaïde Marty, lingère, rue de l'Etoile, 28.

M. Louis Gayral, menuisier en voiture, à Châlons, et Mlle Philiberte Lauzaïs, giletière, même ville.

M. Jean Seris, cultivateur, quartier Croix-Daurade, et Mlle Jeanne Favarel, quartier Belbeze.

DÉCÈS DU 16 SEPTEMBRE 1860.

Samuel (Marie-Louise), 7 mois, née à Toulouse, rue Sainte-Germaine.

Mauléon (Madeleine), 58 ans, journalière, née à Grisolles (Tarn-et-Garonne), épouse Olivier.

Deler (Alexandrine), 10 mois, née à Toulouse, quai de Tounis, 8.

Bergès (Julie), 11 mois, née à Toulouse, rue Saint-Charles, 21.

Azéma (François), 11 mois, né à Saverdun (Ariège), quartier Bonhoure.

Audouy (Françoise-Jeanne), 15 mois, née à Préserville (Haute-Garonne), place du Ravelin, 9.

Doméjean (Nicolas), 20 jours, né à Toulouse, rue de Lalaque, 15.

Du 17.

Saucède (Pierre), 58 ans, roulier, né à Pelleport.

Vidal (Jeanne-Catherine), 65 ans, née à Murat (Tarn), épouse Valade, propriétaire, rue Boulbonne, 58.

Tourignan (François), 52 ans, manœuvre, né à Bonas (Gers).

Cocut (Jenny), 19 mois, née à Toulouse, rue Faubourg-Matabiau, 49.

Baillet (Jules-Célestin-Gustave), 18 mois, né à Toulouse, à l'Ecole Vétérinaire.

Monjeu (Alexandre), 11 mois, né à Touleuse, place Marengo, 20.

Compagnie Continentale du Gaz.

Toulouse, le 3 août 1860.

Pour répondre aux bruits qui circulent, nous avons l'honneur de faire connaître l'article 7 de notre contrat avec la ville.

» Attendu les inconvénients qui résulteraient des travaux simultanés de plusieurs entreprises pour l'éclairage au gaz dans la ville, il est expressément convenu que l'entrepreneur aura seul le droit d'établir des tuyaux de conduite sur la voie publique, et par conséquent d'éclairer au gaz les magasins, boutiques, et les établissements publics et particuliers, pendant les neuf années de l'adjudication. Passé cette époque, la ville pourra procéder à une nouvelle adjudication ou à une nouvelle concession. Toutefois, le premier entrepreneur aura la faculté de conserver pendant 16 ans, à dater de l'expiration de son bail, les tuyaux déjà placés par lui, et de desservir l'éclairage particulier concurremment avec la nouvelle ou les nouvelles compagnies qui auraient été autorisées. »

Comme notre bail a duré jusqu'au 27 février 1855, il est clair que nous avons le droit de desservir l'éclairage particulier concurremment avec la nouvelle compagnie jusqu'au 27 février 1871.

PAUL JEANBERNAT.

THEATRE DU CAPITOLE.

Aujourd'hui mardi 18 septembre 1860 (A 7 h. 1|2)

Pour les dernières représentations de M. BARDOU.

L'*Ami Grandet*, comédie en 3 actes. — *Passé minuit.* M. Bardou remplira le rôle du Monsieur, qu'il a créé à Paris. Le spectacle commencera par l'*Acocat du Diable*.

Au premier jour, les *Pattes de Mouche*, comédie en 3 actes, décorations nouvelles.

PRIX COURANT DES GRAINS

SUR LA PLACE DE TOULOUSE.

(Marché du 17 septembre.)

Blé fin Roussillon (80 k.) .	20 50 à » »
Bladette (79 k.)	20 » à 20 25
Blé fin (78 k.)	19 50 à » »
Blé mitadin fin (79 k.) . .	19 » à 19 50
Blé mitadin (78 k.)	18 50 à » »
Seigle.	11 50 à 12 »
Haricots.	21 » à 21 50
Fèves.	10 50 à 10 65
Maïs roux.	13 » à » »
Maïs blanc..	12 50 à 12 75
Orge (les 60 k.)	10 25 à » »
Avoine (les 50 k.)	8 50 à 9 »
Vesces rousses.	11 50 à » »
Graine de Trèfle (50 kil.) .	» » à » »
Graine de Luzerne (l'hect.)	7 50 à » »
Graine de Sainfoin (50 kil.)	25 » à 30 »

L'un des gérants, L. JOUGLA.

Toulouse, Imprimerie de BONNAL et GIBRAC rue St-Rome, 46.